



Conseil économique et social

Distr. limitée
12 avril 2012
Français
Original : anglais/français

Pour action

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2012

5-8 juin 2012

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire *

Projet de descriptif de programme de pays**

Bolivie

Résumé

Le présent projet de descriptif de programme de pays pour la Bolivie est soumis au Conseil d'administration pour examen et commentaires. Le Conseil est invité à approuver le budget indicatif global de 6 760 000 dollars des États-Unis provenant des ressources ordinaires, sous réserve de la disponibilité des fonds, et de 60 000 000 dollars des États-Unis provenant des autres ressources, sous réserve de la disponibilité de contributions à des fins spéciales, pour la période allant de 2013 à 2017.

* E/ICEF/2012/9.

** Conformément à la décision 2006/19 du Conseil d'administration, le présent document sera révisé et affiché sur le site Internet de l'UNICEF, ainsi que la matrice des résultats, au plus tard six semaines après examen par le Conseil d'administration à sa session annuelle de 2012. Le descriptif de programme de pays révisé sera ensuite présenté au Conseil d'administration pour approbation à la deuxième session ordinaire de 2012.



Données de base^a

(2010, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants (de moins de 18 ans, en millions)	4,2
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	54
Insuffisance pondérale :	
(en %, modérée et grave, 2008)	4 ^b
(en %, pop. urbaine et pop. rurale, pop. la plus pauvre et pop. la plus riche)	3/6, 8/2
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes, taux ajusté, 2008)	180 ^c
Taux de scolarisation dans l'enseignement primaire (en % net, garçons, filles, 2007)	95/95 ^d
Élèves atteignant la dernière année du primaire (en %, garçons et filles, 2007)	84
Utilisation de sources d'eau potable améliorées (en %)	88
Utilisation d'installations sanitaires adéquates (en %)	27
Taux de prévalence du VIH chez les adultes (en % des 15 à 49 ans, hommes et femmes, 2009)	0,2
Enfants au travail (en % des 5 à 17 ans, garçons et filles, 2008)	26
Enregistrement des naissances :	
(en % des moins de 5 ans, 2001)	74
(en %, garçons et filles, pop. urbaine et pop. rurale, pop. la plus pauvre et pop. la plus riche)/.., 76/72, ../..
RNB par habitant (en dollars É-U)	1 790
Enfants de 1 an ayant reçu les trois doses du vaccin combiné diphtérie/coqueluche/tétanos (en %)	80
Enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole (en %)	79

^a On trouvera des données plus complètes sur les enfants et les femmes, par pays, sur le site <www.childinfo.org/>.

^b Les estimations de l'insuffisance pondérale ont été établies sur la base des Normes de croissance de l'enfant adoptées par l'OMS en 2006.

^c L'estimation donnée par les rapports est de 310 décès pour 100 000 naissances vivantes (2003-2008), chiffre retenu par l'Enquête démographique et sanitaire 2008. L'estimation de 180 décès pour 100 000 naissances vivantes a été établie par le Groupe interinstitutions d'estimation de la mortalité maternelle (OMS, UNICEF, FNUAP et Banque mondiale, avec la collaboration d'experts techniques indépendants), avec des ajustements pour tenir compte des sous-déclarations et des erreurs de classification des décès maternels. Pour plus d'informations, voir le site <www.childinfo.org/maternal_mortality.html>.

^d Estimations fondées sur un cycle primaire de 6 ans.

Bref exposé de la situation des enfants et des femmes

1. L'État plurinational de Bolivie présente une très grande diversité culturelle et ethnique, 60 % de ses 10,1 millions d'habitants représentant 36 groupes ethnolinguistiques autochtones. Les enfants constituent près de 45 % de la population.

2. Depuis 2009, la Bolivie s'est profondément transformée sur le plan politique, économique et socioéconomique et a rejoint la catégorie des pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)¹. Une nouvelle Constitution a été approuvée en 2009, qui met l'accent sur les droits de l'homme, l'équité sociale et la décentralisation administrative.

3. La Bolivie présente des disparités considérables dans de nombreux indicateurs sociaux (avec un coefficient de Gini de 0,51 en 2009) selon les zones géographiques, les sexes, les groupes ethniques et les quintiles économiques. Les familles du quintile tout en haut de l'échelle ont un revenu 24 fois supérieur à celui des familles du quintile au niveau le plus bas. Parmi les groupes ethniques, la population amazone autochtone enregistre les niveaux les plus élevés de pauvreté et d'exclusion économique et sociale. Un garçon du quintile le plus riche vivant dans une zone urbaine fait en moyenne une scolarité de 14,4 ans, contre 2 ans pour une fille autochtone du quintile le plus pauvre vivant dans une zone rurale².

4. Malgré une croissance économique annuelle moyenne de 4,6 % entre 2005 et 2001, 51 % des Boliviens sont pauvres et 26 % sont extrêmement pauvres. L'introduction des programmes de subventions financières directes Juancito Pinto et Juana Azurduy, ainsi que du programme Renta Dignidad, a contribué à réduire le niveau de pauvreté de 38 % à 26 % entre 2005 et 2010³. La pauvreté varie considérablement d'une région à l'autre, et les ménages ruraux représentent environ 48 % de la population pauvre. Cinquante-sept pour cent seulement de la population rurale pauvre ont accès à une source améliorée d'approvisionnement en eau, contre 91 % pour la population urbaine pauvre⁴. Bien que l'incidence de la pauvreté soit de loin la plus élevée dans les régions isolées de l'Amazonie, le plus grand nombre des pauvres vivent dans les zones à forte densité de population.

5. En 2000, la Bolivie a pris l'engagement de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Malgré les progrès importants accomplis dans de nombreux secteurs au cours des dernières années, le pays continue de se heurter à de graves difficultés dans l'amélioration de la qualité des services sociaux et la réalisation des objectifs du Millénaire. Plusieurs indicateurs relatifs à l'enfance sont en deçà des objectifs fixés. Bien que les investissements dans les services sociaux aient progressé à un taux moyen annuel de 21 % entre 2006 et 2010, ils ne représentent encore que 8 % du PIB. C'est largement inférieur au taux nécessaire pour réaliser les objectifs du Millénaire de manière équitable, conformément aux observations finales de 2009 du Comité des droits de l'enfant. De plus, alors que les dépenses publiques ont augmenté de 18 % en moyenne entre 2006 et 2008, la capacité institutionnelle d'absorber le budget et de fournir des services publics aux niveaux décentralisés reste limitée⁵.

6. Le Gouvernement a déployé des efforts extraordinaires pour mettre en place le Système unique de santé, qui vise à accroître la couverture des services de santé. Entre 2003 et 2008, la mortalité néonatale est restée au même niveau (27 décès pour 1 000 naissances vivantes), alors que la mortalité infantile a diminué de 54 à

¹ Seuil de la Banque mondiale pour le classement des pays.

² Bolivie, Étude mondiale sur la pauvreté et les disparités chez les enfants, UNICEF-Unité d'analyse des politiques sociales et économiques (UDAPE), 2010.

³ UDAPE, 2011.

⁴ UNICEF Bolivie, 2011, données établies à partir des Enquêtes sur les ménages de 2006 et 2008.

⁵ Atlas fiscal, UDAPE, 2010.

50 pour 1 000. Cette baisse correspond à un taux de seulement 1,9 % par an, ce qui est très inférieur au taux de 3,9 % par an nécessaire à la réalisation de l'objectif 4 des objectifs du Millénaire⁶. Entre 2000 et 2010, la mortalité maternelle a décru de 229 à 180 décès pour 100 000 naissances vivantes, à un rythme plus lent que le rythme escompté pour atteindre le but fixé par les objectifs du Millénaire⁷.

7. Une forte proportion des décès d'enfants de moins de 5 ans surviennent au cours de la période néonatale. Parmi les autres principales causes de mortalité pour ce groupe d'âge figurent la pneumonie (21 %) et la diarrhée (18 %).

8. La prévention du VIH ainsi que le dépistage et le traitement du VIH et du sida demandent à être sérieusement renforcés, étant donné qu'en 2009, on estimait à 12 000 le nombre de personnes vivant avec le sida, alors que 2 % de la population seulement avaient subi des tests. En raison du manque de données sur l'incidence de ces maladies, il est difficile d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies efficaces. Le taux de couverture des tests de VIH durant la grossesse a progressé, passant à 49 % en 2010⁸, et 151 enfants séropositifs reçoivent un traitement antirétroviral, mais leur nombre devrait augmenter. Les principaux facteurs ayant un effet sur la transmission verticale du VIH sont liés aux besoins de planification familiale non satisfaits et à l'accès limité aux services de soins de santé prénatals.

9. Le taux de malnutrition chronique a baissé de 26 % en 2003 à 20 % en 2008, et il semble possible que la Bolivie atteigne l'objectif de 19 % d'ici à 2015 (objectif national défini dans le cadre de l'objectif 1 des objectifs du Millénaire). En 2008, la couverture de l'accès à l'eau salubre et à des installations sanitaires de base était faible, étant respectivement de 75 % et de 48 %. La situation la plus critique concerne les zones rurales (51 % pour l'eau et 37 % pour l'assainissement), avec de graves conséquences pour la nutrition et la santé⁹.

10. Dans le secteur de l'éducation, la loi Avelino Siñani-Elizardo Pérez exige que d'importantes réformes soient adoptées pour reconnaître le pluralisme et intégrer une approche soucieuse de dimension culturelle. Il devrait en résulter une hausse du taux de scolarisation dans le primaire, qui a stagné au cours des dernières années : le chiffre établi pour 2010 est de 86 %. Le pays se heurte à d'énormes difficultés dans la réalisation de l'accès à l'éducation primaire et de l'achèvement du cycle primaire pour tous d'ici à 2015, conformément à l'objectif 2 des objectifs du Millénaire¹⁰. Par ailleurs, la qualité de l'éducation a besoin d'être améliorée, étant donné que les taux d'achèvement des cycles d'études à des âges appropriés est de 77 % pour le primaire et de 56 % pour le secondaire dans les zones rurales.

11. En 2001, 59 % des enfants de moins de 1 an seulement étaient inscrits dans les registres de l'état-civil¹¹. Quarante pour cent¹² seulement des enfants âgés de 4 à 5 ans bénéficiaient d'activités d'éducation préscolaire en 2010. Un effort important de plaidoyer est nécessaire pour élargir l'accès à ces services.

⁶ Enquête démographique et sanitaire, 2008.

⁷ Estimations UNICEF-OMS-FNUAP et Enquête démographique et sanitaire, 2003.

⁸ Programme national de lutte contre les MST et le VIH-sida du Ministère de la santé et des sports.

⁹ Sixième rapport intérimaire sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Bolivie, 2010.

¹⁰ Ministère de l'éducation, Système d'information sur l'éducation.

¹¹ Recensement de la population, 2001.

¹² Ministère de l'éducation, Système d'information sur l'éducation, 2010.

12. Dans ses observations finales de 2009 sur le rapport de la Bolivie, le Comité des droits de l'enfant a demandé que le système national de protection de l'enfance soit unifié afin de remédier à l'actuel caractère fragmenté de la prévention et de la protection. Le régime unifié devrait être fondé sur des politiques inclusives, des données et une analyse pertinentes et de haute qualité, une participation accrue des populations autochtones et des exclus et une augmentation des allocations de ressources publiques¹³.

13. En 2008, 80 % des familles usaient de châtiments corporels sur des enfants¹⁴, 50 % des étudiants boliviens avaient été impliqués dans des brutalités¹⁵ en tant que victimes, auteurs et/ou spectateurs, et 60 % des étudiants ont déclaré avoir été victimes de violence de la part de leurs enseignants. Les femmes sont les principales victimes de la violence : en 2008, pas moins de 38 % de femmes mariées avaient été victimes de violence physique, sexuelle et/ou psychologique dans leur foyer. Le Gouvernement a déployé des efforts importants pour prévenir et traiter la violence sur les enfants et les femmes, lutter contre le travail des enfants et la traite des êtres humains et rendre le Code de l'enfance et de l'adolescence compatible avec la nouvelle Constitution politique¹⁶.

14. En moyenne, 20 000 enfants sont touchés chaque année par des situations d'urgence, notamment des sécheresses extrêmes, des inondations et des éboulements. On considère que de nombreuses situations d'urgence ont pour origine les effets du changement climatique et des phénomènes El Niño et La Niña. Pendant les années où l'impact de ces phénomènes a été ressenti, le nombre d'enfants touchés a été multiplié par 10. Le Comité des droits de l'enfant a appelé l'attention sur les insuffisances des mesures prises face aux situations d'urgence, demandant l'élaboration d'une politique générale fondée sur des normes humanitaires, notamment des éléments de prévention et d'intervention, avec des allocations budgétaires pour sa mise en œuvre.

Principaux résultats obtenus et enseignements tirés de la coopération passée, 2008-2012

Principaux résultats

15. Les réalisations liées à la politique générale et au plaidoyer sont les suivantes : place réelle donnée aux droits des enfants dans la nouvelle Constitution; le Code de l'enfance et de l'adolescence; reconnaissance des questions relatives à l'enfance dans la Loi-cadre sur l'autonomie et la décentralisation et les Chartes départementales et Statuts d'autonomie. Avec le soutien des Comités nationaux pour l'UNICEF de la Belgique, des Pays-Bas, de la Suisse et des États-Unis, un système de gestion intégré et soucieux de l'intérêt des enfants a été mis en place dans 47 municipalités prioritaires, dans le cadre de commissions municipales et départementales intersectorielles. Cette stratégie s'est révélée efficace pour l'amélioration de la planification sociale, l'élaboration de politiques publiques cohérentes et de services intégrés, et une prise en compte accrue des droits des enfants au niveau infranational.

¹³ Comité des droits de l'enfant, observations finales, 2009.

¹⁴ Enquête démographique et sanitaire nationale, 2008.

¹⁵ Bureau du Défenseur du peuple, 2010.

¹⁶ Étude sur la protection de l'enfance, UNICEF-UDAPE, 2008.

16. Avec un appui thématique du Canada, de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le programme de pays a apporté son soutien à la mise en œuvre de l'initiative des Hôpitaux amis des bébés. Il a ainsi contribué aux efforts du Ministère de la santé, qui ont permis de réduire la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans de 33 % en 2006 à 27 % en 2010 dans le département d'Oruro et de 30 % à 11 % dans les départements de Beni et de Pando.

17. Le soutien des Gouvernements néerlandais et suédois et des Comités nationaux pour l'UNICEF du Danemark, de la Finlande et de l'Allemagne a joué un rôle important dans la mise en œuvre de l'Initiative interculturelle de l'École amie des enfants, à laquelle ont participé plus de la moitié des enfants d'âge scolaire des départements de Beni, Chuquisaca, Cochabamba, Pando et Potosi. À l'échelle du pays, 26 % des enfants d'âge scolaire ont bénéficié des politiques nationales et infranationales en faveur de l'École amie des enfants. Ce résultat a contribué à élever de 14 % le taux de scolarisation net dans l'enseignement primaire et de 6 % le taux d'achèvement du cycle primaire dans 46 municipalités prioritaires.

18. Avec l'appui constant des Gouvernements canadien, néerlandais et suédois et des Comités nationaux pour l'UNICEF de la France et de l'Espagne, le programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement a expérimenté avec succès une stratégie de fourniture de services décentralisés à des communautés rurales dispersées. Outre le renforcement de la capacité nationale et locale de fournir des services de qualité, le programme a contribué à accroître de 11,8 % l'approvisionnement en eau et de 4,4 % la couverture en installations sanitaires de base dans les 40 municipalités prioritaires. La stratégie a été adoptée par le Ministère de l'environnement et de l'eau en vue d'être élargie à toutes les municipalités rurales.

19. Dans le cadre du programme de protection de l'enfance et avec l'appui du Gouvernement italien et du Comité national pour l'UNICEF du Royaume-Uni, les bureaux de protection de l'enfance ont été regroupés et chargés de défendre les droits des enfants victimes de maltraitance physique et psychologique et de protéger les enfants d'autres violations flagrantes de leurs droits, dans 86 % des municipalités du pays. Quelque 56 000 enfants ont été inscrits à la naissance selon les procédures requises et plus de 10 000 ont une carte d'identité. En outre, le programme a contribué à la création de groupes de protection des victimes et des témoins dans chaque département de la Bolivie. Dans 17 municipalités où on pratique la cueillette de noix du Brésil et la coupe de canne à sucre, le programme a contribué à améliorer la situation sociale de 2 300 familles, a mis fin au travail des enfants de moins de 12 ans et a inscrit 3 400 enfants à l'école.

Enseignements

20. Les enseignements suivants ont été définis dans le cadre de l'examen à mi-parcours de la coopération 2008-2012 et de l'évaluation des stratégies de développement local :

a) Le renforcement des efforts de concertation avec les autorités a accru l'incidence des interventions du programme de pays;

b) L'UNICEF devrait intensifier le plaidoyer fondé sur des preuves concrètes aux niveaux national et infranational pour s'assurer que les droits des enfants les plus vulnérables soient examinés lors de l'élaboration des politiques et de l'affectation des crédits budgétaires dans tous les secteurs, et pour resserrer les liens de collaboration afin de renforcer le dialogue sur les droits des enfants. Cette mesure assurera aux droits des enfants une plus large place dans les préoccupations des pouvoirs publics et garantira l'adoption de politiques durables. Elle devra s'accompagner d'un renforcement des capacités aux niveaux national et infranational;

c) Les modèles et les expériences pilotes n'ont pas été pleinement utilisés de manière stratégique, ont été insuffisamment reliés aux politiques générales, ont été étendus à 7 départements et à 167 municipalités et ont manqué de stratégie de sortie bien définie. De ce fait, la capacité de l'UNICEF de renforcer les systèmes au niveau infranational a été soumise à une pression excessive;

d) Le ciblage stratégique et la compréhension des blocages sont décisifs pour corriger les disparités et faire respecter les droits des enfants vulnérables et des femmes. Pour l'UNICEF, cela implique la nécessité d'approfondir les connaissances sur les enfants vulnérables et défavorisés et de renforcer la capacité du Gouvernement, en particulier au niveau infranational, de convertir les ressources en résultats en faveur des groupes les plus défavorisés;

e) Il faut accorder davantage d'attention à la mise en œuvre du passage du niveau central au niveau infranational pour s'assurer que la décentralisation ait des effets bénéfiques pour les enfants. L'UNICEF devrait réduire la fourniture de services dans le cadre de projets au profit du renforcement des capacités des autorités infranationales de procéder à la planification et à la budgétisation – fondées sur des données factuelles – de services sociaux de qualité, à leur gestion et à leur suivi.

Programme de pays, 2013-2017

Tableau budgétaire récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Composante du programme</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	Total
Services sociaux de qualité et équitables	1 200	41 500	42 700
Protection de l'enfance et de l'adolescence	900	6 000	6 900
Suivi et génération de connaissances aux fins de la promotion des droits de l'enfant	2 480	6 350	8 830
Activités intersectorielles	2 180	6 150	8 330
Total	6 760	60 000	66 760

21. Le programme de pays a été élaboré conformément au plan convenu avec le Ministère de la planification et du développement. Les principaux résultats obtenus et les enseignements sont issus de l'examen à mi-parcours de 2010, tandis que les principaux défis relatifs à la situation des enfants et des femmes ont été définis

grâce à l'analyse de situation de 2010 et à l'étude nationale sur la pauvreté de 2011. Plusieurs consultations ont été tenues avec des ministères et des représentants de la société civile, des organisations non gouvernementales et des groupements œuvrant pour l'enfance et pour les femmes. Enfin, un groupe de référence a été constitué avec des représentants du Gouvernement, d'autres institutions des Nations Unies et des donateurs et a été chargé d'examiner et de valider les stratégies, qui s'inscrivent dans les objectifs du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD).

Composantes du programme, résultats et stratégies

22. Le programme de pays aidera le Gouvernement bolivien à traduire dans les réalités les droits de l'enfant en les plaçant au cœur des politiques, programmes et budgets nationaux et infranationaux. Le programme s'emploiera principalement à remédier aux vulnérabilités et à corriger les disparités entre les zones géographiques, les niveaux sociaux, les sexes et les cultures, ce qui constituera une modalité essentielle de la réalisation des objectifs du Millénaire dans des conditions équitables.

23. Le programme comprend trois volets : a) services sociaux de qualité et équitables; b) protection de l'enfance et de l'adolescence; c) suivi et génération de connaissances aux fins de la promotion des droits de l'enfant.

24. Le programme contribuera à réduire la mortalité maternelle, néonatale et infantile, ainsi que la malnutrition chronique, à faciliter l'accès et l'achèvement des cycles d'une éducation de qualité aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire, à protéger les enfants et les adolescents et à prévenir toutes les formes de violence sur les enfants et les adolescents, et à réduire les disparités et la pauvreté chez les enfants.

25. Compte tenu du processus de décentralisation en cours, la réduction des disparités sera largement tributaire de la capacité technique et de la volonté politique des administrations locales. Le programme centrera ses efforts sur les droits des enfants autochtones et exclus, dans les communautés rurales isolées et les zones urbano-marginales de 30 municipalités ou plus dans les départements de Beni, Pando, Chuquisaca, Potosi, Cochabamba et Oruro et de la région de Chaco, où la population est en très forte majorité autochtone. L'UNICEF appuiera le renforcement des capacités des administrations locales en coordination avec les ministères compétents.

26. En étant prioritairement orienté vers les droits de l'homme, la prise en compte des sexospécificités et l'égalité des sexes, le programme s'appuiera sur une combinaison de plusieurs stratégies. Ces stratégies seront les suivantes : a) renforcement des capacités institutionnelles nationales et infranationales de planifier, de budgétiser, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer avec efficacité des politiques et des programmes relatifs à l'enfance et à l'adolescence qui soient axés sur l'intérêt des enfants, interculturels et soucieux des sexospécificités; b) renforcement des partenariats stratégiques et des liens de collaboration en ayant pour objectif la responsabilité sociale des entreprises; c) renforcement de la collaboration avec les centres d'excellence pour la génération de connaissances; d) présentation de données factuelles à l'appui des meilleures pratiques et diffusion des meilleures pratiques aux fins de la coopération Sud-Sud et de l'échange de

connaissances entre pays ayant des expériences pertinentes; e) renforcement de la mise en place de moyens pour la réduction des risques liés aux catastrophes, la planification préalable des situations d'urgence et les interventions d'urgence.

Composantes du programme

27. Services sociaux de qualité et équitables. Cette composante vise à renforcer la capacité du Gouvernement de fournir des services sociaux de qualité au niveau infranational tout en influençant les politiques et programmes aux niveaux national et municipal. Elle contribuera également à faire reconnaître les droits sociaux, culturels et environnementaux, en tant que domaines stratégiques du PNUAD.

28. La composante contribuera à la recherche de solutions aux problèmes suivants : a) disparités dans les résultats en matière de santé et de nutrition; b) insalubrité des sources d'approvisionnement en eau, manque de services corrects d'assainissement et d'hygiène et impact du changement climatique et des catastrophes naturelles sur les enfants; c) manque de services d'éducation préscolaire dans les communautés pauvres; d) faibles taux de scolarisation et qualité médiocre de l'éducation, en particulier aux niveaux préscolaire et primaire, chez les populations vulnérables, et adaptation insuffisante des programmes scolaires à la diversité socioculturelle et linguistique; e) faibles taux de passage dans le secondaire et taux d'abandon scolaire élevés chez les adolescents.

29. Les résultats spécifiques attendus du programme dans le cadre de cette composante d'ici à 2017 sont les suivants : réduction de la mortalité maternelle, infantile et néonatale, de la malnutrition chronique et de la transmission verticale du VIH; accès et taux d'achèvement des cycles d'études aux âges appropriés aux niveaux de la petite enfance, du préscolaire, du primaire et du premier cycle du secondaire, dans un système éducatif culturellement adapté.

30. Les stratégies de coopération sont les suivantes : a) fournir une assistance technique en vue d'améliorer les politiques générales et d'accroître l'accès et l'utilisation effective de services sociaux de qualité pour les enfants pauvres et exclus; b) mettre en valeur les ressources humaines institutionnelles, en particulier dans les zones les plus exclues et les plus défavorisées; c) améliorer les systèmes d'information, de suivi et d'évaluation en matière de santé et d'éducation, y compris au niveau local; d) intégrer des approches interculturelles et sexospécifiques; e) étayer par des faits les enseignements tirés de l'expérience afin d'améliorer la gouvernance, les services et l'affectation des ressources; f) encourager l'adoption d'outils propres à faciliter l'apprentissage des aptitudes pratiques fondamentales, l'autonomisation et le changement de comportement chez les adolescents, en tenant compte de leurs droits.

31. L'UNICEF apportera son appui à l'analyse des politiques, à la recherche et à l'expérimentation de nouvelles approches, afin d'améliorer l'accès et la fourniture de services sociaux de qualité. La coopération couvrira, au minimum, les départements de Beni, Pando, Potosi, Cochabamba, Chuquisaca, La Paz et Oruro et la région de Chaco. Les principaux partenaires de la composante seront les Ministères de la santé, des autonomies, de l'éducation, de l'environnement et de l'eau, de l'économie et des finances, et de la planification et du développement.

32. Protection de l'enfance et de l'adolescence. Cette composante centrera ses efforts sur l'unification du système de protection de l'enfance aux niveaux national et infranational, en visant à protéger les enfants les plus vulnérables et exclus – notamment les enfants handicapés, ainsi que les adolescents et les femmes – de la violence, de la maltraitance et de l'exploitation. Elle mettra l'accent sur le renforcement des capacités : a) de fournir des services de qualité visant à prévenir les risques touchant les enfants et les adolescents et à protéger les enfants et les adolescents contre ces risques, notamment lors des situations d'urgence; b) de procéder à des interventions axées sur la famille visant à atténuer les risques liés à la protection; c) de mettre en œuvre des procédures judiciaires soucieuses de l'intérêt des enfants et des sexospécificités; d) de prendre des mesures de déjudiciarisation, notamment des mesures de substitution à la privation de liberté, pour les enfants et les adolescents en conflit avec la loi. La composante renforcera également la capacité institutionnelle d'améliorer l'enregistrement des naissances. Le programme contribuera à la réalisation du résultat du PNUAD relatif aux droits civils et politiques.

33. La composante contribuera : a) à promouvoir la réforme des politiques juridiques et publiques afin de défendre les droits des enfants; b) à renforcer les dispositifs de coordination, de gestion et de suivi du système de protection de l'enfance, notamment l'élaboration de protocoles et de systèmes d'orientation; c) à améliorer les systèmes de collecte courante de données afin de faciliter l'analyse des indicateurs clés en matière de protection de l'enfance aux niveaux national et infranational, en tant qu'outil au service de l'élaboration des politiques, de la planification et de l'affectation des crédits budgétaires; d) à intensifier la mobilisation sociale et la communication en vue de promouvoir la culture du respect des droits des enfants et des adolescents.

34. Les résultats escomptés d'ici à 2017 sont les suivants : les enfants et les adolescents, en particulier les plus vulnérables, sont protégés par un cadre juridique et politique amélioré, dans les domaines du bien-être social, de la réforme des lois et de la justice, et ils ont accès à des programmes et à des services de protection de l'enfance (notamment l'enregistrement rapide des naissances) visant à prévenir la violence, la maltraitance et l'exploitation et à les protéger de la violence, de la maltraitance et de l'exploitation. La composante couvrira essentiellement les départements de Beni, Pando, Potosi, Chuquisaca et Cochabamba et la région de culture de canne à sucre de Santa Cruz.

35. Les principaux partenaires de la composante seront les Ministères de la justice et du travail, le Tribunal électoral, la Cour de justice, le ministère public, le Bureau du Défenseur du peuple, les administrations locales, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les universités.

36. Suivi et génération de connaissances aux fins de la promotion des droits de l'enfant. Cette composante du programme apporte son appui au Plan national de développement du Gouvernement afin de promouvoir le bien-être et les droits des enfants et des femmes. Un soutien sera fourni à toutes les autres composantes du programme, axé sur la budgétisation, la protection sociale, le plaidoyer fondé sur des preuves concrètes, la gestion des connaissances, les relations avec les médias et les partenariats avec le secteur privé.

37. La composante contribuera à la réduction des inégalités et des disparités dans l'accès aux services sociaux de base. Elle mettra l'accent sur : a) l'amélioration des capacités nationales et infranationales de recueillir, d'analyser et de diffuser rapidement des données ventilées; b) le suivi et l'analyse des budgets des services sociaux; c) l'évaluation de la mesure dans laquelle les régimes de protection sociale donnent réellement des résultats dans le domaine des droits de l'enfant; d) le plaidoyer fondé sur des preuves concrètes en faveur de politiques et d'une affectation des crédits budgétaires soucieuses de l'intérêt des enfants. Cette composante contribue à la réalisation des résultats du PNUAD relatifs aux droits civils, politiques et économiques.

38. Les résultats escomptés d'ici à 2017 pour cette composante sont les suivants : les disparités dans la situation des enfants dans tous les secteurs sont réduites grâce à des systèmes améliorés de suivi (avec des statistiques ventilées) et d'évaluation, à des politiques et à des programmes soucieux de l'intérêt des enfants, ainsi qu'à une planification et à une affectation des ressources fondées sur la connaissance de faits, aux niveaux national et infranational; les enfants et les jeunes s'expriment afin d'influencer les politiques et les pratiques qui touchent leur vie.

39. L'une des dimensions essentielles de cette composante consiste à renforcer les capacités nationales et infranationales de suivre la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

40. Pour garantir l'efficacité du plaidoyer, la composante élargira et consolidera les partenariats de l'UNICEF avec l'Institut national de statistique et le Groupe de l'analyse politique et économique, les Ministères de la planification et du développement, de l'économie et des finances, et des autonomies, l'Assemblée plurinationale, le secteur judiciaire et le Bureau du Défenseur du peuple, ainsi que les administrations départementales et municipales, les organisations non gouvernementales et les associations religieuses, les institutions financières internationales, les médias, les universités et les institutions de recherche, et le secteur privé.

41. Activités intersectorielles. Cette composante contribuera à l'efficacité et à l'efficience de la gestion et de la coordination du programme de pays. Elle permettra d'assurer une gestion intégrée du programme de pays et un appui technique et administratif aux équipes locales et techniques. En outre, elle fournira un appui technique pour faciliter la prise en compte des sexospécificités, la communication, la gestion des risques, la réduction des risques de catastrophe, la planification préalable des situations d'urgence et les interventions d'urgence.

Liens avec les priorités nationales et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement

42. Le programme de pays contribuera à la réalisation des priorités du Gouvernement établies dans la Constitution et le Plan national de développement, qui sont axées sur l'intensification du développement et de l'inclusion afin de garantir la qualité de vie de l'ensemble de la population.

43. Le programme est synchronisé avec le PNUAD et contribuera directement à la réalisation de trois des résultats de celui-ci : a) la Bolivie aura accru sa capacité

institutionnelle de défendre et de garantir les droits de sa population toute entière; b) la Bolivie aura renforcé la participation politique et la culture de la paix et de la coexistence; c) la Bolivie aura renforcé ses mécanismes de protection des personnes victimes de discrimination et d'exclusion et de celles dont les droits ont été violés.

Liens avec les priorités internationales

44. Le programme de pays s'inspire de la Convention relative aux droits de l'enfant, des observations finales de 2009 du Comité des droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il soutient les principes établis par Un monde digne des enfants, la Déclaration du Millénaire, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs internationaux approuvés par le Gouvernement. Il se fonde sur les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et des mesures prises pour y donner suite, qui visent à renforcer l'appropriation par le Gouvernement des programmes de développement tout en assurant une approche coordonnée des partenaires de développement. Il appuiera la réalisation des objectifs régionaux en matière d'éducation approuvés par le Gouvernement.

Principaux partenariats

45. L'UNICEF appuiera et renforcera le travail de l'Assemblée plurinationale et du Défenseur du peuple, des Ministères de la planification et du développement, de la santé et des sports, de l'éducation, de l'environnement et de l'eau, et de la justice, ainsi que de la Cour suprême, du ministère public, du Groupe de l'analyse politique et économique, de l'Institut national de statistique, des administrations départementales et municipales et des groupements autochtones. Les relations entre l'UNICEF et le Gouvernement seront administrées par le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de la planification et du développement.

46. Dans le cadre de la collaboration avec les ministères boliviens chargés du secteur social, l'UNICEF apportera son appui aux organisations communautaires et aux groupements autochtones, aux enfants, aux jeunes et aux femmes, ainsi qu'au secteur privé, aux médias, aux universités, aux centres de recherche et aux organisations non gouvernementales.

47. Le programme de pays travaillera en coopération avec tous les organismes du système des Nations Unies – en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Programme alimentaire mondial (PAM) –, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et la Société andine de développement, pour remédier à la pauvreté et aux disparités chez les enfants.

48. L'UNICEF renforcera les partenariats avec le secteur privé bolivien et avec les comités nationaux pour l'UNICEF. Il coordonnera son soutien au Gouvernement bolivien par l'intermédiaire des donateurs actuels et des instruments de coordination sectorielle. L'UNICEF maintiendra son partenariat avec l'USAID, l'Union européenne, l'Agence canadienne de développement international, le Gouvernement suédois et les institutions de coopération bilatérale.

Suivi, évaluation et gestion du programme

49. Le suivi et l'évaluation de la situation des enfants et des femmes en Bolivie constitueront un aspect central du programme de pays. Le Plan intégré de suivi et d'évaluation quinquennal servira de cadre à l'examen et à l'évaluation des activités et de la gestion du programme.

50. L'UNICEF adoptera une approche plus stratégique de l'évaluation. Cette approche comporte : la gestion de la fonction d'évaluation et le plaidoyer pour promouvoir cette fonction, plutôt que la mise en œuvre; la coordination, menée conformément à la Déclaration de Paris et au PNUAD; la création de partenariats stratégiques, en apportant un appui aux associations locales d'évaluation. Des investissements dans la gestion des connaissances aideront l'UNICEF dans sa volonté résolue de jouer un rôle dirigeant en matière de connaissance de l'enfance, et permettront de disposer des preuves concrètes requises pour reproduire les programmes réussis.

51. Le suivi du programme de pays couvrira les niveaux national et infranational. Le système DevInfo sera utilisé pour gérer, présenter et partager les données. Le suivi au niveau infranational de la réalisation des objectifs du Millénaire et de la situation des enfants et des femmes viendra en appui au plaidoyer fondé sur des preuves concrètes.

52. Un examen à mi-parcours sera mené en 2015, en coordination avec d'autres organismes des Nations Unies. Des visites sur le terrain et des visites de suivi plus efficaces et plus régulières axées sur les liens intersectoriels, ainsi que l'élaboration – étayée par des données factuelles – et la reproduction de modèles bien conçus renforceront la coordination du programme.

53. Le Vice-Ministère de l'investissement public et du financement extérieur sera l'interlocuteur de l'UNICEF pour le suivi et l'examen du programme de pays, et il coordonnera les examens nationaux et infranationaux. Pour l'examen à mi-parcours, une étude du rôle de l'UNICEF au niveau infranational permettra d'évaluer la contribution de l'organisation à l'accomplissement des résultats en faveur des enfants au niveau des collectivités décentralisées.